



AVIS D'APPEL D'OFFRES

Avis d'Appel d'Offres International Restreint

N°001/AOIR/FODECC/CIPM/CCCMP-SPI/2025 / du juin 2025, en procédure d'urgence, pour le recrutement d'une entreprise pour l'évolution des applications existantes et le développement d'un système de traçabilité dans le cadre du déploiement national des activités du Guichet Producteurs au Cameroun pour le compte du Fonds de Développement des filières Cacao et Café (FODECC) en deux (02) lots indépendants

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le souci de faire évoluer la qualité et la fiabilité du déploiement national du Guichet Producteurs, l'Administrateur du Fonds de Développement des filières Cacao et Café (FODECC) lance un Appel d'Offres International Restreint, en procédure d'urgence, en vue du recrutement d'une entreprise pour l'évolution des applications existantes et le développement d'un système de traçabilité dans le cadre du déploiement national des activités du Guichet Producteurs au Cameroun pour le compte du Fonds de Développement des filières Cacao et Café (FODECC) en deux (02) lots indépendants.

Le présent Appel d'Offres fait suite à l'Appel International à Manifestation d'Intérêt N°001/AIMI/ADMINISTRATEUR/FODECC/2024 du 20 septembre 2024 publié dans le Journal des Marchés (JDM) du 27 septembre 2024.

2. Consistance des Prestations

La mission consiste de façon générale à mettre en place au cours de l'année 2025 un système amélioré intégrant de traçabilité Origine de la fève - bord champ-entrepôt-port -bateau d'exportation et /ou dans les unités locales de transformation, en reliant les éléments de la plateforme actuelle du FODECC (qui comprend entre autres la cartographie, l'identification des producteurs et le géoréférencement des cacaoyères et des caféières et autres cultures associées) au système de contrôle et de classification du cacao par grade et celui du café par origine. Il faudrait par ailleurs assurer la mise en œuvre nationale du Guichet Alimentaire à la suite du pilote de 2024 et son extension sur douze (12) spéculations.

La consistance des prestations est composée de deux (02) lots indépendants.

Les prestations du Lot N°1 visent l'amélioration continue dans le cadre de l'extension nationale de la plateforme digitale Guichet Producteurs et portent sur l'évolution des applications existantes. Il s'agit entre autres :

- D'ajouter de nouveaux champs aux applications existantes pour les rendre plus opérationnelles sur le terrain pour tous les acteurs ;
- D'intégrer les flux transactionnels propres aux filières alimentaires dans le cadre de l'extension du mécanisme Guichet producteurs aux autres spéculations agropastorales ;
- D'étendre l'exploitation de la plateforme à 50 000 nouveaux producteurs et bons d'achat électroniques et permettre à l'ensemble des producteurs enregistrés sur la plateforme de pouvoir bénéficier de leurs bons d'achat électroniques pendant 10 mois.

Pour ce qui est du Lot N °2 il consiste d'une part à la réalisation d'une étude et d'autre part à l'opérationnalisation informatique de ladite étude à travers le développement d'un système de traçabilité national.

- D'identifier les partenaires financiers et techniques pour l'opérationnalisation effective de ce système de traçabilité ;
- De préciser par type de maillons les estimations quantitatives et financières des transactions, ainsi que les modes privilégiés desdites transactions ;
- D'identifier et classer tous les maillons de la chaîne pour la détermination de l'origine du matériel végétal utilisés ;
- D'identifier et classer tous les maillons de la chaîne de commercialisation du cacao et du café.

L'opérationnalisation de l'étude à travers le développement d'un système de traçabilité permettra de relier les spéculations à leur environnement par des actions de lecture, de marquage et d'enregistrement ainsi que de créer des liens informationnels. Pour ce faire, il faut entre autres :

- Identifier, proposer et mettre en œuvre l'ensemble des outils techniques (hardware et software) à mobiliser pour l'opérationnalisation du système ;
- Développer les passerelles afin de relier les applications existantes du Guichet Producteurs aux spécificités liées à la traçabilité ;
- Procéder à la réalisation du pilote avec 10.000 producteurs.

3. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet du présent appel d'offres est de :

- **Six (06) mois** pour le Lot 1 ;
- **Dix (10) mois** pour le Lot 2.

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

4. Allotissement

Les prestations sont constituées en deux (02) lots indépendants.

Lot N°1 : Evolution des applications existantes dans le cadre de l'extension nationale de la plateforme digitale Guichet Producteurs du Fonds de Développement des filières Cacao et Café du Cameroun ;

Lot N°2 : Etude et développement d'un système de traçabilité dans le cadre du déploiement national des activités du Guichet Producteurs au Cameroun pour le compte du Fonds De Développement des filières Cacao et Café (FODECC).

La consistance de ces prestations pour chaque lot est détaillée dans les Termes de Référence (TDR) du présent DAO.

5. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **1.700.000.000 (un milliard sept cents millions)** de Francs CFA :

- Lot N°1 : **neuf cent quatre vingt quinze millions (995.000.000) FCFA** ;
- Lot N°2 : **Sept cent cinq millions (705.000.000) FCFA**.

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est restreinte aux candidats retenus suite à l'Appel International à Manifestation d'Intérêt N°001/AIMI/ADMINISTRATEUR/FODECC/2024 du 20 septembre 2024 publié dans le Journal des Marchés (JDM) du 27 septembre 2024 et inscrits sur la liste ci-après:

N°	SOUSSIONNAIRE	Téléphone	Pays
1	EDENRED BELGIUM	Tél : 0407 034 269	Belgique
2	Groupe DIMSOFT CAMEROUN & AEF AUDIT CONSEIL SARL	Tél : 676 95 41 74	Cameroun
3	GROUPE KABEMO	Tél : 699 84 59 45	Cameroun

7. Financement

Les prestations objet du présent appel d'offres sont financées par le budget du FODECC des exercices 2025 et suivants, sur la ligne d'imputation budgétaire 2025 187 09 114 00 30 61 20 73.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est le mode en « ligne ».

9 Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives une caution de soumission, acquittée à la main, timbrée, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 12 du DAO dont le montant s'élève à :

- **Dix-neuf millions neuf cent mille (19 900 000) FCFA** pour le Lot N°1 ;
- **Quatorze millions cent mille (14 100 000) FCFA** pour le Lot N°2.

La caution est valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un

organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Ledit cautionnement devra être obligatoirement accompagné d'un récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôts et de Consignations (CDEC), conformément à la Circulaire N°000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024 relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de restitution et de déconsignation des cautionnements sur les marchés publics.

10 Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier électronique peut être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ainsi que sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm) dès publication du présent avis.

11 Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Il est possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées dès publication du présent avis. Toutefois la soumission par voie électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO d'un montant non remboursable de **cinq cent mille (500 000) francs CFA** payable dans le Compte Spécial de CAS- ARMP, ouvert à la BICEC sous le n° 33598860001 – 94.

12 Remise des offres

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais. L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le à Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessous dans les délais impartis :

« Avis d'Appel d'Offres International Restreint N°001/AOIR/FODECC/CIPM/CCCMP-SPI/2025 / du mai 2025, en procédure d'urgence, pour le recrutement d'une entreprise pour l'évolution des applications existantes et le développement d'un système de traçabilité dans le cadre du déploiement national des activités du Guichet Producteurs au Cameroun pour le compte du Fonds de Développement des filières Cacao et Café (FODECC) en deux (02) lots indépendants »

Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituer l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 Mo pour l'Offre Administrative ;
- 15 Mo pour l'Offre Technique ;
- 5 Mo pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre conformément aux tailles sus-indiquées.

13 Recevabilité des plis (Cf art 91(1)(2) et (6) du CMP)

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt;
- Les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment :

- l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.
- Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente.
- La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Pour le cas de l'Appel d'Offres Restreint (ouverture en 02 temps) dont la procédure sera conduite en ligne, il y a lieu de relever qu'en plus de la copie de sauvegarde requise, le soumissionnaire est tenu de présenter dans une clé USB une copie de l'offre financière dans une enveloppe scellée pour servir d'offre témoin marquée comme telle, et destinée à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics pour conservation. Le défaut de présentation de cette enveloppe scellée contenant la clé USB ayant une copie de l'offre financière entraîne l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné, dès l'ouverture des plis par la Commission Interne de Passation des Marchés.

14 Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en deux (02) temps.

L'ouverture des pièces administratives et offres techniques aura lieu le juillet 2025 à 14 Heures par la Commission Interne de Passation des Marchés du FODECC dans la salle de conférences de l'immeuble Annexe du FODECC, sis au Rez-de-chaussée Shiloh Suits – Elig-Essono.

Vn

Seules les offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique qualificative de **70 points sur 100** seront ouvertes à **14 heures** par la même Commission et dans la même salle à une date ultérieure après publication des résultats de l'évaluation technique.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée, même en cas de groupement d'entreprise.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

15 Critères d'évaluation

15.1-Critères éliminatoires

Il s'agit de :

- ☐ L'absence ou non-conformité de la caution de soumission à l'ouverture des plis ;
- ☐ L'absence du récépissé de la CDEC ;
- ☐ La non-production au-delà de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente (excepté le cautionnement de soumission) ;
- ☐ Les fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- ☐ La note technique inférieure à 70 points sur 100 ;
- ☐ L'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des prestations au cours des trois dernières années ;
- ☐ Le non-respect du format de fichier des offres ;
- ☐ L'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- ☐ L'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- ☐ L'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- ☐ L'absence d'une enveloppe scellée marquée comme « offre témoin » contenant une copie de l'offre financière dans une clé USB ;
- ☐ Le Non-respect du profil du chef de mission à savoir : Ingénieur informaticien ;
- ☐ L'absence du CCAP et des TDR paraphés sur chaque page et signée à la dernière page précédée de la mention « lu et approuvé ».

15.2-Critères essentiels

Les offres techniques seront évaluées sur cent (100) points selon les critères essentiels ci-après :

20 Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro

Yaoundé, le2025

L'Administrateur du FODECC, le
Maître d'Ouvrage

Copies :

- Autorité des Marchés Publics
- ARMP
- FODECC
- Président CIPM-FODECC
- Présidents de CCCM-SPI ;
- Affichage chrono



NENGUE Samuel Donatien

N° D'ordre	Critères	Notation en points
1	Présentation générale de l'Offre	02
2	Référence du soumissionnaire dans la réalisation des prestations similaires	10
3	Méthodologie et plan de travail	10
4	Qualification et compétences des experts	35
5	Qualité de la solution proposée en adéquation avec les TDR	35
6	Solvabilité et capacité financière	02
7	Matériel nécessaire	04
8	Utilisation du personnel local	02
TOTAL POINTS		100

Les critères et sous-critères essentiels sont détaillés, dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

N.B :

Tout agent public listé parmi le personnel d'un soumissionnaire et qui n'a pas présenté tous les documents susceptibles de justifier sa libération de l'Administration, sera considéré comme non valable.

16 Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la mieux disante par combinaison des critères techniques et financiers.

17. Nombre maximum de lots :

Un candidat peut soumissionner pour un ou plusieurs lots mais ne peut être attributaire de plus d'un (01) lot.

Au cas où un soumissionnaire serait le mieux disant pour plus d'un (01) lot, le Maître d'Ouvrage lui attribuera le lot de son choix préalablement précisé dans son offre le cas échéant. A défaut le Lot N°1 lui sera attribué par le Maître d'Ouvrage selon les conditions précisées dans le RPAO.

18 Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant 90 jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19 Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au secrétariat de l'Administrateur du FODECC sis au Boulevard Jean Paul II Golf-Yaoundé, 2ième étage, téléphone 222 21 88 26, E-mail : contact@fodecc.cm (service SIGAMP), ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.publiccontracts.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.



TENDER NOTICE

Restricted International invitation to tender No 001/AOIR/FODECC/CIPM/CCCMP- SPI/2025 of ... June 2025 for the recruitment of a firm for the improvement and development of the application process as part of the national deployment of Producers Desk activities in Cameroon on behalf of the Cocoa and Coffee sub-sectors Development Fund (CCODEF), in two (02) independent lots.

1. Subject of the Call for Tender

In an effort to enhance the quality and reliability of the national deployment of the Producer's Desk, the Administrator of the Cocoa and Coffee Sector Development Fund (FODECC) is launching a **Restricted International invitation for Tenders under by emergency procedure** for the recruitment of a firm to improve and develop the application process as part of the national deployment of the Producer's Desk activities in Cameroon. This contract is divided into two (02) independent lots. This Call for Tenders follows the **International Call for Expressions of Interest No. 001/AIMI/ADMINISTRATOR/FODECC/2024 of September 20, 2024**, published in the Public Contracts **Journal (PCJ) on September 27, 2024**.

2. Scope of Services

The mission generally consists of setting up during the year 2025 an improved system integrating traceability from the origin of the bean - field-warehouse-port-export ship and/or in local processing units, by linking the elements of the current CCODEF platform (which includes, among other things, mapping, identification of producers and georeferencing of cocoa and coffee farms and other associated crops) to the system of control and classification of cocoa by grade and that of coffee by origin. It would also be necessary to ensure the national implementation of the Food Desk following the 2024 pilot and its extension to twelve (12) speculations. The services are divided into two (02) independent lots.

The services in Lot No. 1 aim for continuous improvement as part of the national expansion of the Producers Desk digital platform and focus on the development of existing applications. These include:

- Adding new fields to existing applications to make them more operational in the field for all stakeholders;
- Integrating transaction flows specific to food chains as part of the expansion of the Producers Desk mechanism to other agropastoral crops;
- Determining the typology of physical and financial transactions in the marketing chain.
- Expanding the platform's operation to 50,000 new producers and electronic vouchers and enabling all producers registered on the platform to benefit from their electronic vouchers for 10 months.

- Add new fields to the existing applications to enhance their operational efficiency for all stakeholders in the field.

- Integrate transaction flows specific to food value chains as part of the extension of the Producers Desk mechanism to other agropastoral sectors.
- Expand the platform's coverage to 50,000 new producers and electronic vouchers, enabling all registered producers to benefit from their vouchers for a period of 10 months.

As for **Lot No. 2**, it consists of : on one hand, conducting a study and, on the other, operationalizing the study electronically through the development of a national traceability system.

- Identifying financial and technical partners for the effective operationalization of this traceability system;
- Specifying quantitative and financial estimates of transactions by type of link, as well as the preferred methods of said transactions;
- Determining the typology of physical and financial transactions in the marketing chain.
- Identifying and classifying all links in the chain to determine the origin of the plant material used;
- Identifying and classifying all links in the cocoa and coffee marketing chain.

The operationalization of the study through the development of a traceability system will make it possible to link crops to their environment through reading, marking, and recording actions, as well as to create informational links. To achieve this, it is necessary, among other things, to:

- Identify, propose, and implement all the technical tools (hardware and software) required to operationalize the system;
- Develop gateways to connect existing Producer Window applications to specific features related to traceability;
- Carry out the pilot with 10,000 producers.

3. Tranches/Lot Allocation Estimated execution timeframe

The maximum timeframe set by the Project Owner for the execution of the services covered by this invitation for tenders is:

- Six (06) months for Lot 1
- Ten (10) months for Lot 2

The execution period starts from the date of notification of the service order to commence services.

4. Tranches/Lot Allocation

The services are divided into two (02) independent lots. The detailed scope of these services is outlined in the Terms of Reference (ToR) of this TF.

Lot No. 1: Development of existing applications within the framework of the national extension of the Producers Desk digital platform of the Cocoa and Coffee Sub sectors Development Fund;

Lot No. 2: Study and development of a traceability system as part of the national deployment of the Producers' Desk activities in Cameroon on behalf of the Cocoa and Coffee Sub sector Development Fund (CCODEF). The detailed scope of these services for each lot is outlined in the Terms of Reference (ToR) of this Tender File.

5. Estimated cost

The estimated cost of the operation, following preliminary studies, is 1,700,000,000 (one billion seven hundred million) CFA francs:

- Lot No. 1: 995,000,000 (nine hundred ninety-five million) CFA francs
- Lot No. 2: 705,000,000 (seven hundred and five million) CFA francs.

6. Participation and origin

Participation in this call for tenders is restricted to candidates selected following the International Call for Expressions of Interest No. 001/AIMI/ADMINISTRATOR/CCODEF/2024 of September 20, 2024 published in the Journal des Marchés (JDM) of September 27, 2024 and registered on the list below:

N°	BIDDER	PHONE NUMBER	COUNTRY
1	EDENRED BELGIUM	0407 034 269	Belgium
2	Groupement DIMSOFT CAMEROUN & AEF AUDIT CONSEIL SARL	676 95 41 74	Cameroon
3	GROUPE KABEMO	699 84 59 45	Cameroon

7. Financing

The services subject of this invitation to tender shall be funded by the Budget of the Cocoa and Coffee Sub-Sectors Development Fund (CCODEF), of 2025 and next financial years. On the budget head No. 187 09 114 00 10 20 10 01.

8. Submission method

The submission method chosen for this consultation is, online.

9. Bid bond

Each bidder must attach to their administrative documents, a hand-endorsed bid bond, stamped, and issued by an organization or financial institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts. The list of approved institutions is provided in Document 13 of the Tender File. The required bid bond amounts are as follows:

- **Lot 1:** Nineteen million nine hundred thousand (19,900,000) FCFA
- **Lot 2:** Fourteen million one hundred thousand (14,100,000) FCFA

This bid bond must remain valid for at least thirty (30) days beyond the initial validity period of the bids. Failure to provide a bid bond issued by a first-class bank or a top-tier financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue bonds for public contracts shall lead to the immediate rejection of the offer. A bid bond that is unrelated to this specific tender process will be considered as non-existent. Additionally, a bid bond submitted by a tenderer during the bid opening session is deemed inadmissible.

The Said bid bond must be accompanied by a deposit receipt issued by the Deposit and Consignment Fund (DCF) in accordance with Circular No. 000019/LC/MINMAP of June 5, 2024 relating to the terms of constitution, deposit and conservation, restitution and withdrawal of deposits on public markets.

10 Consultation of the Tender File

The soft copy of the file may be consulted online on the **COLEPS platform** to the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> or on the ARMP website (www.armac.cm) .

11 Acquisition of the Tender File

It is possible to obtain the electronic version of the file by downloading it free of charge from the addresses indicated above for electronic version. However, this submission shall be conditional on the payment of TF purchase fees, as soon as this notice is published after the payment of a nonrefundable sum of five hundred thousand (500,000) CFA Francs to the CAS-ARMP special account N° 33598860001-94 opened at BICEC.

12. Submission of bids

Each bid, drafted in English or French.

The submission is done electronically, the offer shall be transmitted, by the bidder on COLEPS platform or any other electronic communication means indicated by the project owner no later than theth **July 2025 at 1 p.m.** A backup copy of the tender recorded on a USB key or CD/DVD must be sent in a sealed envelope clearly and legibly marked "backup copy", in addition, it should be marked as follows:

"Restricted International invitation to tender No 001/AOIR/CCODEF/CIPM/CCCMP-SPI/2025/ of theth 2025 for for the recruitment of a firm for the improvement and development of the application process as part of the national deployment of Producers Desk activities in Cameroon on behalf of the Cocoa and Coffee sub-sectors Development Fund (CCODEF), in two (02) independent lots."

File size and format

For online submission, the maximum sizes of the documents making up the bidder's offer and that shall be forwarded to the platform are as follows:

- 5 Mo for the Administrative File;
- 15 Mo for the Technical bid;
- 5 Mo for the Financial bid.

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

Candidates shall use compression software to eventually reduce the size of the files to be transmitted

13. Admissibility of bids (Cf art 91(1)(2) and (6) of the CMP)

Administrative documents and technical and financial bids must be submitted in different and separate sealed envelopes. The following shall be inadmissible by the Project Owner:

- Bids revealing the identity of the bidder;
- Bids received after the date and time for submission;
- Bids without indication on the identity of the invitation to tender;
- Bids non-compliant with the bidding method.

Any incomplete offer in accordance with the requirements of the tender documents shall be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a first-rate body or financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds in the field of public contracts or failure to comply with the model documents in the tender documents shall result in the outright rejection of the tender without any appeal. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned is considered to be absent. A bid bond submitted by a tenderer during the tender opening session is inadmissible.

In addition to the number of copies of the financial bid required, the tenderer shall submit one copy of this financial bid in a sealed envelope to serve as a sample offer, marked as such and intended for the body responsible for regulating public contracts for safekeeping. Failure to submit this sample bid will result in the inadmissibility of the bid of the candidate concerned, as soon as the bids are opened by the Tenders Board.

14. Opening of Bids

Bids shall be opened in two phases :

- The opening of the administrative documents and technical offers shall take place on **theth July 2025** in the Conference Hall of CCODEF's Annex building, located on the Ground Floor Shiloh Suits – ELIG-ESSONO, Yaoundé **at 2 p.m** by the Project Owner's Special Tenders Board.
- Only the financial offers of the tenderers that obtained a qualificative technical score of 70 marks over 100 shall be opened at **2 p.m.** by the same Tenders Board and in the same room on a date to be announced later after the publication of the technical evaluation results.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a single duly authorized person of their choice, even in the case of a group of enterprises.

Under pain of rejection, the documents required in the administrative file must be produced in originals or in copies certified as true by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the stipulations of the Special Regulations. They must be less than three (3) months old from the original date of submission of tenders or have been drawn up after the date of signature of the tender notice.

In the event of the absence or non-conformity of any document in the administrative file at the bids opening session after a period of 48 hours granted by the Tenders Board, the bid shall be rejected.

15 Evaluation criteria

15.1 Eliminary criteria

These include:

- The absence or non-compliance of the bid bond at the opening of bids;
- The absence of the CDEC receipt;

- The failure to produce, beyond 48 hours after the opening of bids, a document in the administrative file deemed to be non-compliant or missing (except the bid bond);
- The false declarations, fraudulent schemes or forged documents;
- The technical score less than 70 marks out of 100 marks;
- The absence of a sworn statement that it has not abandoned any contracts over the last three years
- failure to comply with the bids file format for online submissions;
- The absence of a quantified unit price in the Financial Bid
- The absence of an element of the financial offer (the tender, the BPU, the DQE)
- The absence of the Integrity charter dated and signed;
- Non-compliance with the profile of the head of mission, namely: Computer Engineer;
- The absence of the CCAP and the TDR initialed on each page and signed on the last page preceded by the words "read and approved."

15.2 Essential criteria

The Technical bids shall be graded on 100 (one hundred) marks depending on the essential criteria for qualifying candidates which shall include, the following:

N°	Criteria	Notation
1	Presentation of the bid	02
2	The bidder's references in the provision of similar service	10
3	The proposed methodology in compliance with the ToR;	10
4	Qualification and competence of experts	35
5	Solution quality in compliance with the ToR;	35
6	Solvency and financial capacity	02
7	Material needed, as appropriate.	04
8	Others	02
TOTAL POINTS		100

The essential criteria and sub-criteria are detailed in the Special Regulations for the Call for Tenders (RPAO).

N.B: Any government worker listed among the staff of a bidder and who has not presented all the documents likely to justify his release from the Administration, shall be considered invalid

16. Award

The Project Owner shall award the contract to the bidder with the best evaluated bid based on a combination of technical, financial and/or aesthetic criteria.

17. Maximum number of lots

No bidder may be awarded more than one (01) lot.

18. Validity period of the offers

Bidders shall remain bound by their tender for 90 days from the initial deadline for submission of tenders.

19. Further information

Further information may be obtained *online on the COLEPS platform* at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

20. Fighting corruption and malpractices

To report corrupt practices, facts or acts, please call NACC on or send an SMS to 1517, or the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on (+237 673 20 57 25 or 699 37 07 48, or the ARMP on (+237).....

Yaoundé, theth June 2025

Copies:

- MINMAP
- ARMP (for publication and archiving)
- Project Owner;
- Chairperson of the Special Tenders Board
- Notice Board/Fil

The Project Owner



NENGUE Samuel Donatien

VB

